

NOUS ACCUSONS LE NOUVEAU PROGRAMME D'HISTOIRE DE PREMIERE DE

1) Déstructurer l'Histoire et les connaissances

« **Feu la chronologie** » : le programme va et vient du début à la fin du XXème siècle, d'un thème à l'autre (« croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIXème siècle », « la guerre au XXème siècle », « le siècle des totalitarismes », « colonisation et décolonisation », « les Français et la république »), aboutissant à une déstructuration totale du passé.

Le professeur garde, il est vrai, le droit d'« *articuler les thèmes et les questions dans un ordre différent* », de « *construire son propre itinéraire* », mais à condition toutefois de respecter cette « *mise en perspective* » d'« *études significatives* », chaque question étant « *problématisée de façon précise* ». Le choix doit respecter les « *questions* » exposées dans le programme, afin de ne pas trahir leur problématique, qui en est au cœur. C'est la **dictature de la thématique**.

Supposons qu'un enseignant essaie de rétablir une cohérence et même, pourquoi pas, un enchaînement chronologique dans son parcours, sa liberté « pédagogique » serait bornée de toutes façons par les « packages » que constituent ces questions « *problématisées* ». S'il voulait traiter par exemple la crise de 1929 et la dépression des années 1930, puis l'arrivée au pouvoir d'Hitler et le nazisme, puis la marche à la guerre et la Seconde Guerre mondiale, il lui faudra choisir le parcours suivant :

- question 1 du thème I : « croissance et mondialisation » soit : « la croissance économique et ses différentes phases depuis 1850 ; les économies-monde successives (britannique, américaine, multipolaire) ».
- puis question 1 du thème III : « Genèse et affirmation des régimes totalitaires (soviétique, fasciste et nazi) » soit « les régimes totalitaires dans l'entre-deux-guerres : genèse, points communs et spécificités. Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930. »
- enfin revenir à la question 1 du thème II : « Guerres mondiales et espoirs de paix », soit : « la Première Guerre mondiale : l'expérience combattante dans une guerre totale. La Seconde Guerre mondiale : guerre d'anéantissement et génocide des Juifs et des Tziganes. Les espoirs d'un ordre mondial au lendemain des conflits : la SDN et l'ONU. »

Cette liberté verrouillée par les thèmes et questions que l'on peut seulement « *articuler* » à sa convenance est **un leurre, un alibi**, et qui, comme l'exemple ci-dessus le montre, **peut conduire à l'absurde**.

Même si l'enseignant tente l'impossible, en essayant de rétablir un tant soit peu de logique dans le cheminement de ses cours, leur contenu sera de toutes façons cadencé par la perspective des sujets de Bac, qui eux seront bien sûr « dans la ligne ».

Il ne s'agit pas à travers un tel programme d'exercer la réflexion, l'esprit critique, ni surtout d'amener les élèves à se poser des questions, mais à travers **une problématique pré-établie, dont les tenants et les aboutissants convergent, promouvoir une révision de l'histoire et son utilisation en fonction de quelques principes que l'on veut inculquer**.

2) Interdire ainsi la compréhension des faits, étudiés sans leurs causes ni leurs conséquences

En seconde déjà les révolutions de 1848 sont au programme, mais pas d'étude de la première révolution industrielle, ni de l'évolution de la société. Il s'agit donc d'aborder la révolution de juin 1848, dont la base est sociale, sans avoir parlé du monde ouvrier qui se développe, ni des masses urbaines paupérisées.

Le programme se propose de donner « *une vue globale et synthétique sur le siècle précédent* » (le XXème), mais parfois un flash-back paraît nécessaire, et il recommande de remonter en amont, jusqu'au milieu du XIXème siècle. « *Une mise en perspective sur une plus longue durée lorsque cela s'avère pertinent* » est alors recommandée. Et les auteurs du nouveau programme n'appréhendent pas d'écrire : « *la décolonisation est plus intelligible si son étude est reliée à celle de la colonisation* » ! Qui l'eut cru ?

Par contre l'étude de la colonisation n'est pas reliée au déclenchement de la guerre de 1914-1918, alors que les rivalités impérialistes en sont une des causes. Pas de lien non plus entre le déclenchement de la guerre et l'étude des « phases » de la « croissance économique » depuis 1850, qui inclue la dépression du dernier quart du XIXème siècle, et la pression qu'elle a exercé sur la compétition entre les grands Etats européens et sur leur conquête de nouveaux marchés, en particulier par la constitution d'un empire colonial. En brouillant

ainsi les pistes, on empêche les élèves de se questionner, de s'interroger et d'essayer de comprendre d'où viennent les guerres.

De même l'étude du nazisme comme nous l'avons montré en 1) n'est pas reliée en amont à la Grande Crise, ni en aval à la Seconde Guerre mondiale.

3) Faire rentrer l'étude de l'histoire dans une grille de lecture imposée, fournir des « clés de compréhension du monde »

La démarche qui consiste à « *mettre en œuvre une approche plus synthétique et problématisée, caractérisée par la recherche de sens (...)* », induit à ce niveau-là (on n'est pas dans l'enseignement supérieur), des choix forcément réducteurs, qui peuvent être partiels, une entrée par le concept, le contraire d'une étude rigoureuse des faits, de leur enchaînement.

La grille de lecture simplificatrice du XX^{ème} siècle prescrite est, plus que précédemment, celle d'une « brutalisation » de la société, censée tout expliquer. Celle-ci, engendrée dans la boucherie, la « violence » de la guerre de 1914-1918, aurait induit une « culture de guerre », expliquant les « totalitarismes », conséquences du traumatisme des tranchées, justifiant eux-mêmes la violence suprême de la seconde Guerre mondiale et de la shoah. La démarche consiste à comparer des situations différentes, produits d'évolutions différentes, en des lieux différents, et en déduire un concept global et qui se veut opératoire. Des journalistes ou des hommes politiques peuvent utiliser ce procédé à des fins polémiques. Un historien peut soutenir une thèse, qui, même si elle est contestée, fait avancer la recherche ne serait-ce que par les mises au point, argumentations qu'elle suscite. Mais au collège (même thématique en 3^{ème}), au lycée, ne devrait-on pas s'en tenir à une approche historique rigoureuse ? Etablir des faits, analyser des causes lointaines et immédiates, les expliciter dans leur continuité et dans un espace géographique défini, chercher à en évaluer les conséquences, ce qui n'empêche pas d'ailleurs ensuite d'en analyser les similitudes dans des situations différentes.

Sur ce concept voir la fiche de lecture du livre d'Enzo Traverso : « la guerre civile européenne »

4) Introduire des amalgames poussés à l'extrême, auxquels aboutissent « des études délimitées et mises en perspective »

L'étude des « *totalitarismes* » ensemble, opposés aux « démocraties » était déjà contestable, mais loin de revenir sur ce choix, le nouveau programme le pousse jusqu'à l'absurde. Il faut mener de pair l'étude de « *la fin des totalitarismes : la dénazification de l'Allemagne et le procès de Nuremberg* » et « *la sortie progressive du totalitarisme en URSS : Khrouchchev, la déstalinisation et ses limites ; Gorbatchev, de la Glasnost à la disparition de l'URSS* ».

Autre exemple : terminer la question « *De la guerre froide à de nouvelles conflictualités* », deuxième volet de « *La guerre au XX^{ème} siècle* », par « *un acte terroriste (le 11 septembre 2001)* », mis au même plan que « *la guerre du Vietnam* » ou « *la guerre du Golfe* », c'est officialiser la thèse de l'administration Bush qu'un nouveau type de guerre (« la guerre contre le terrorisme »), est nécessaire, et qu'une troisième guerre mondiale vient de commencer.

5) Schématiser l'Histoire par des choix qui font preuve d'un formalisme abstrait, extrêmement réducteurs et quasi-caricaturaux

Il s'agit de lutter contre « *la tentation de l'exhaustivité* », tout en fondant le programme sur « *la mobilisation de repères chronologiques fondamentaux* ». Et comme il faut faire rentrer dans une année scolaire un programme qui auparavant en occupait deux, l'élagage des connaissances inutiles pour connaître le XX^{ème} siècle aboutit à une succession de « spots », un peu comme si on proposait aux élèves de cliquer sur l'un ou l'autre.

Dans la question « *De la nouvelle guerre froide à de nouvelles conflictualités* », on doit étudier : « *un lieu (...), une crise (...), un conflit armé (...)* », puis « *un conflit armé (...), un lieu (...), un acte terroriste (...)* ». Que peuvent comprendre les élèves à un tel catalogue ?

La question « La décolonisation » se résume à « *Deux études : la fin de l'empire des Indes. La guerre d'Algérie* », bref l'une sans guerre, l'autre avec ... C'est à peu près ce que l'on étudie aujourd'hui en classe de 3^{ème} !

6) Revisiter et aseptiser l'histoire nationale

Le thème « *Les Français et la République* » comprend deux questions : « *La République, trois Républiques* » et « *La République et les évolutions de la société française* ».

L'étude de la IIIème République commençant en 1880, il est exclu de traiter la Commune, ses 20 000 fusillés et ses 20 000 déportés au bagne. On assiste au retour du « mythe du résistancialisme » puisque la période de la Seconde Guerre mondiale doit être traitée à travers : « *les combats de la Résistance (contre l'occupant nazi et le régime de Vichy) et la refondation républicaine* ». Traiter l'Etat de Vichy collaborateur et l'occupation nazie, complètement déconnectés du contexte de la guerre, est-ce encore de l'histoire ? Quant à la Résistance, valorisée en ce 70ème anniversaire de l'appel du général de Gaulle, oublie-t-on qu'elle a mobilisé entre 3 et 4 % de la population ? Quant à la Vème République, on n'en étudiera plus que la mise en place (1958-1962), au moment où le général de Gaulle bénéficie d'une quasi-Union sacrée derrière sa politique, dans le contexte de la guerre d'Algérie ...

On n'est pas étonné de trouver comme sous-thème de la deuxième question : « *La place des femmes dans la vie politique et sociale de la France au XXème siècle* », sujet devenu largement consensuel. Pour « *La République et la question ouvrière* » par contre, en cette période de destruction des acquis gagnés âprement par les générations qui nous ont précédés, par des luttes contre le patronat, mais aussi contre le pouvoir républicain, les rédacteurs du programme ont préféré en limiter l'étude au « *Front populaire* ». Exit notamment les luttes pour obtenir le droit syndical et le faire appliquer, la fusillade des grévistes à Fourmies en 1891, celle des vigneronnes par Clémenceau en 1907, la situation quasi-insurrectionnelle à la Libération qui oblige la République à mettre en place Sécurité sociale, les retraites... , mai 1968, décembre 1995, ...

Ce programme d'histoire de première, élaboré sans concertation ni même consultation véritable, déstructuré, émietté, morcelé, incompréhensible ... n'est pas le fruit d'une volonté de changement, d'adaptation aux élèves d'aujourd'hui, leitmotiv des pédagogues officiels.

Il est au service d'un objectif : **asséner des « vérités », fournir des « prêts-à-penser », afin de priver la jeunesse de savoir, d'éléments pour comprendre, pour réfléchir, pour exercer son esprit critique.**

Comme nous l'avions dit dans notre ouvrage collectif : « *L'enseignement de l'Histoire-Géographie de l'école élémentaire au lycée : vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique* », ce massacre a pour but de **naturaliser et de promouvoir des « modèles »** : une image de la France valorisée, la Vème République, le capitalisme, auxquels s'ajoutent l'Union Européenne (programme de géographie de 3ème et de 1ère), le développement durable (programmes de géographie de 5ème et de seconde), **tout en occultant ce que l'on veut enterrer** : le mouvement ouvrier, la Commune, la Révolution russe, la Crise de 1929, la réalité de la collaboration d'Etat, les conquêtes sociales de la Libération, la IVème République, les luttes pour l'indépendance algérienne et indienne, Bandoung et les tentatives d'organisation du Tiers Monde, le conflit israélo-palestinien, les dictatures en Amérique latine, la Vème République après 1962 ...

Evidemment, en un an on ne peut étudier correctement le XXème siècle (avec quelques incursions dans la deuxième partie du XIXème) , mais justement c'est une des raisons pour lesquelles nous n'acceptons toujours pas que l'Histoire-Géographie soit supprimée du programme de Terminales scientifiques.

Et qu'on ne dise pas qu'il suffira de faire de la résistance, et que les programmes sont une chose et les cours que l'on fait une autre. La suppression de l'histoire-géographie en terminales, le regroupement de toutes les séries dans un « tronc commun » dans les classes de 1ère, et les épreuves du Bac en fin d'année, vont obliger tout enseignant qui ne veut pas pénaliser ses élèves le jour de l'examen, à traiter ce programme, quelque soit le mal qu'il en pense. Ce sont donc TOUS les élèves des séries générales (L, ES et S) qui subiront le nouveau programme, et son orientation idéologique.

Nicole Bossut-Perron
Odile Dauphin
Serge Sebban